

LES APPRENTIS SORCIERS

L'hypothèse la plus avancée pour l'origine de l'épidémie est la transmission du virus par un contact entre chauves-souris, pangolins et humains lors d'un trafic d'animaux pendant un marché en Chine. Mais cette chaîne de transmission funeste a eu le mérite d'attirer notre attention sur une autre réalité.

Il existe bel et bien à Wuhan, la capitale de Hubei, un laboratoire de haut confinement (P4, le niveau maximal). Cet institut de virologie, achevé en 2015, est le seul en Chine. Depuis août 2017, il est missionné par Pékin pour faire des recherches sur Ebola ou le SRAS. L'hypothèse qu'on puisse y avoir testé une arme biologique est pour l'instant exclue des experts. La Chine étant souveraine en matière de santé publique, il est cependant impossible de vérifier. Elle dément ce genre d'informations, tout comme elle s'est ingéniée à faire taire un médecin lanceur d'alerte concernant le coronavirus.

Rappelons-le : ce laboratoire a été conçu en partenariat avec la France sur le modèle de celui de l'Inserm (Institut de santé et de recherche médicale) à Lyon. Son objectif est d'apporter une aide dans la lutte contre le virus Ebola mais aussi de protéger les populations chinoises en raison des risques de maladies liées au développement des « routes de la soie ». Le laboratoire a donc un objectif purement civil. Il n'a pas pour vocation de tester des agents biologiques offensifs. La Chine a sanctionné des responsables d'une autre unité pour manquements graves à la sécurité en 2004.

Pour ce qui la concerne, en 2013, la France a créé, au sein de la direction générale de l'armement, un laboratoire face au risque nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique (NRBC). Aucun Etat ne semble avoir développé à ce jour un virus comme arme offensive. D'un point de vue tactique, en raison de son caractère hautement contagieux, cela risquerait de provoquer un véritable « boomerang » pour le pays agresseur. Pourtant, depuis les fameux « gaz moutarde », « Ali le chimique » en Irak et la guerre en Syrie, toutes sortes d'armes ont été testées et mises en œuvre. Et dans ces laboratoires, qui se transforment vite en terrain d'apprentis-sorciers, le risque d'erreurs humaines est réel. L'OMS publie un manuel de bonne conduite à destination des laboratoires de haut confinement. Elle édicte des règles de sécurité liées aux virus émergents. Mais ses recommandations ne sont pas impératives.

Là aussi, la leçon des camps de concentration allemands a-t-elle été retenue ? Pour accélérer les recherches sur les antibiotiques et sur les maladies virales qui auraient pu affecter les soldats, les nazis ont procédé à des expérimentations de toutes sortes. Le médecin SS Gebhardt est allé jusqu'à faire des injections de bacilles divers, en recréant, sur des femmes appelées les « lapins », des conditions d'infection. Il fut condamné par le second tribunal de Nuremberg pour crime de guerre et crime contre l'humanité, avec 19 autres médecins. Ils avaient pratiqué d'autres expérimentations sur les enfants tziganes à Auschwitz et des euthanasies sur les malades mentaux.

Leurs victimes moururent souvent atrocement. L'anthropologue Germaine Tillion en avait gardé la mémoire. Celle-ci avait passé l'essentiel des années 1935 à 1940 dans les Aurès en Algérie. Elle y préparait sa thèse sous la double direction de l'ethnologue Marcel Mauss et de l'islamologue Louis Massignon. Mais elle fut arrêtée pour sa participation au réseau de résistance du Musée de l'homme puis déportée à Ravensbrück. Par la suite, elle mit toutes ses compétences pour décrire ce qui s'était passé. Ses engagements ultérieurs dans la décolonisation sont connus. Qu'aurait-elle dit aujourd'hui ? S'il n'y a encore « que » 50 laboratoires P4 dans le monde, n'aurait-elle pas demandé de les encadrer plus drastiquement ? N'est-ce pas le moment de renforcer avec vigueur la Convention internationale sur l'interdiction des armes biologiques ?

Une autre déportée de Ravensbrück, Geneviève De Gaulle Anthonioz avait écrit : « Quand on comprend quelque chose à fond, on peut lutter ».

Jean-François PETIT aa

Le 16 avril 2020